

L'ALGERIE : LE POIDS DU DRAME ET SES IMPLICATIONS EN MATIERE DE SANTE MENTALE

*Mohand Ou Ahmed. AïT SIDHOUM**

RESUME

A partir de données descriptives de la situation sécuritaire actuelle en Algérie, et d'une pratique clinique auprès des victimes de traumatismes effectuée au centre de prévention et de prise en charge psychologique de la SARP, l'auteur s'attellera méthodiquement à dégager la variété et la multiplicité des situations traumatiques. Cette analyse lui permettra de donner des dimensions nouvelles à la notion de traumatisme. En effet, l'effraction provoquée par le traumatisme en tant que tel est baptisée par l'auteur : « Traumatisme inaugural » ; ses implications, selon celui-ci, sont en général repérées et répertoriées, notamment par les spécialistes et trouvent une reconnaissance auprès des autorités. Il existe cependant, des répercussions et des résonances engendrées à de multiples niveaux de tout le système éfracté (qu'il soit individuel, familial, communautaire, culturel etc...), par l'impact du traumatisme "inaugural". Les implications de ces dernières, notamment la succession des pertes et des ruptures qui en découlent sont désignées comme étant des « traumatismes seconds ». L'auteur termine enfin son texte en insistant sur la pertinence à distinguer ces deux niveaux

MOTS CLES : traumatisme, traumatisme inaugural, traumatisme second, victime, prise en charge psychologique

* SARP

Université d'Alger

Psychologie 99/2000 n°8 (Numéro spécial)

Préambule

L'observation de la situation algérienne a donné lieu aux descriptions et aux commentaires les plus débridés. La raison est simple, il s'agit d'une situation d'une extrême complexité. Pour réduire les fourvoiements liés à la description d'un tel état des faits, il y a lieu de prendre en considération, au moins, deux précautions méthodologiques.

A / Première précaution: De la nécessité de s'interroger sur la nature des faits sur lesquels s'exerce notre raisonnement pour formuler des observations pertinentes sur le sujet que l'on aborde.

Lorsque nous examinons les faits qui ont permis les commentaires que l'on sait sur la situation vécue en Algérie durant cette dernière décennie, il est aisé de se rendre compte que le raisonnement s'est régulièrement exercé sur des faits de seconde main. Or, un observateur ne peut être sensible qu'aux faits que les théories et les conceptions qu'il porte en lui permettent de concevoir. Quand les analyses d'un observateur portent sur des faits recueillis par d'autres, à moins qu'il ne s'agisse d'un observateur qui, lui fait une description circonstanciée de sa méthode et qui travaille avec le même appareil conceptuel que lui, il ne peut éviter les distortions liées notamment :

- à la non pertinence de ces faits pour les théories et les conceptions qui ordonnent et instruisent son propre effort d'analyse ;

- à la polysémie des termes qui véhiculent l'information sur laquelle il se propose de travailler ;

- au jeu des intérêts qui animent chaque observateur et son groupe d'appartenance.

B / Seconde précaution: Il existe deux catégories de faits qui méritent une analyse devant précéder tout effort de description de la situation vécue par l'Algérie durant cette dernière décennie. Nous voulons parler :

1 - des faits qui, de par leur caractère tapageur, captent et emprisonnent le regard de l'observateur. C'est le cas de certains procédés utilisés pour donner la mort, c'est aussi le cas de la mutilation des personnes assassinées...

2 - des faits qui déclenchent un véritable mécanisme d'évitement chez l'observateur, c'est le cas, par exemple, de la situation des enfants dont les parents, morts ou vivants, ont été impliqués dans une activité terroriste.

Pour caractériser cette situation et en l'absence d'un travail de recherche systématique ayant tenté de brosser son portrait, nous ferons largement appel :

- A notre expérience clinique au sein du centre de prévention et de prise en charge psychologique de la S.A.R.P. Cette expérience a le mérite de bénéficier d'une confrontation régulière à celle de nos collègues au sein d'un groupe de contrôle qui fonctionne depuis le démarrage de ce centre, c'est-à-dire depuis sept ans.

- Aux premiers résultats d'une enquête systématique centrée sur l'impact de la situation actuelle sur la population et sur les besoins en matière de santé mentale et d'aide psychosociale. Cette enquête conçue et menée par l'ensemble de l'équipe de la SARP en partenariat avec Transcultural Psychosocial organisation (TPO), porte sur un échantillon de population de 800 personnes vivant dans deux communautés différemment affectées par le terrorisme. L'une de ces localités, Sidi Moussa, est sans doute la localité la plus meurtrie par le terrorisme, à l'échelle nationale. L'autre, Dély Ibrahim,

n'a pas fait l'objet de massacre collectif. L'échantillon de cette enquête a été obtenu par un tirage au hasard effectué sur les listes électorales.

I - LE SCHEMA GENERAL : NI GUERRE, NI PAIX

La situation vécue par l'Algérie est difficile à saisir de l'extérieur. Elle a cette particularité de n'être ni une situation de guerre ni une situation de paix. Si le cas des personnes directement engagées dans la gestion de la situation sécuritaire peut se comprendre d'une certaine manière; ils sont en état de guerre, pour la grande majorité de la population ce n'est pas le cas. La mort est cependant là, elle peut frapper à n'importe quel moment, sans que l'on sache vraiment pourquoi... Et l'on doit s'occuper des multiples exigences de la vie quotidienne caractéristiques des temps de paix..

Sur le plan de la santé mentale aucun spécialiste sérieux n'hésitera à dire que cette situation est de nature à laisser sur la population et l'organisation sociale des séquelles alarmantes sur plusieurs générations.

Pour avoir une représentation cohérente des besoins en matière de santé mentale secrétés par cette situation en Algérie, il faudrait sans doute, décentrer le regard des pertes en vie humaines, pour envisager :

- 1 - les implications de ces pertes sur les vivants ;
- 2 - les implications de la destruction de certains espaces de vie, notamment, sur les enfants ;
- 3 - le devenir des enfants qui se retrouvent, du jour au lendemain, sans repères et sans recours.
- 4 - les implications de la non assistance à toutes ces victimes sur le très long terme, c'est-à-dire sur les générations futures.

Les situations traumatiques, on l'oublie souvent, ont cette particularité de provoquer des effets qui, bien souvent, évoluent à bas bruit. On peut même dire que, lorsque des personnes ayant vécu ce type de situations disent leurs douleurs, cette expression doit être considérée parmi les indicateurs d'un pronostic positif.

II - LA VARIETE DES SITUATIONS TRAUMATIQUES

L'observation faite à partir de notre statut de psychologue clinicien et les premiers résultats de l'enquête précédemment citée, nous permettent d'ordonner ces situations traumatiques en neuf situations différentes.

1 / Les rescapés des villages et localités où il y a eu des massacres collectifs

On y trouve des personnes qui ont tout perdu, des membres de leur famille aux biens les plus élémentaires.

Personne ne peut donner, aujourd'hui, une estimation basée sur des indications fiables sur l'ensemble des personnes qui sont dans cette situation. On peut cependant noter que les villages et localités qui ont subi un tel sort se comptent par centaines; le nombre des massacres collectifs dénombrés par l'Observatoire des Droits de l'Homme a été de 299 cas jusqu'en 1997. Ici il faut, sans doute, distinguer trois cas de figure qui nécessiteraient des approches différentes en matière de santé mentale :

- les enfants et adolescents qui sont restés livrés à eux-mêmes, sans autre soutien que le hasard de la pitié ;
- les femmes et les vieilles personnes qui se retrouvent, du jour au lendemain, privées de leur encadrement protecteur et de tout support ;

- les adultes rescapés qui, en plus des traumatismes de tout genre, se retrouvent sans ancrage social et sans les moyens de survie les plus élémentaires.

Les personnes relevant de ce premier niveau sont, en quelque sorte, dispersées dans la nature. Et aucune aide psychologique prenant une forme de suivi classique, à strictement parler, n'est adaptée à leur situation. Le droit à la santé mentale ne peut être ici séparé du droit à la vie. Cependant, quelle que soit l'option qui peut être envisagée, pour leur venir en aide, elle ne doit pas compliquer leur situation en y ajoutant le traumatisme de leur déracinement de leur milieu physique et social ou, plus exactement, de ce qui en reste.

2 / la situation des familles qui ont perdu plusieurs membres de leurs familles.

L'importance des pertes dans chaque famille est à prendre comme critère distinctif, par rapport à la situation des familles que nous décrivons dans le cas de figure numéro 3. Ici, l'importance des pertes déséquilibre totalement la famille qui, de ce fait, ne peut ni assurer le minimum des interactions de base observables dans toute structure familiale ni servir de pare excitation suffisant à ses membres. La situation est ici différente selon que ces familles disposent ou non d'un toit et selon qu'elles disposent ou non d'un minimum de ressources pour vivre. Là encore l'aide psychologique classique ne saurait suffire. Elle doit être combinée avec un véritable soutien multiforme à la famille.

Le nombre de ces familles est important, il s'agit, sans doute, de plusieurs milliers. Mais seul le ministère de l'intérieur dispose de données relativement fiables.

Ce n'est pas seulement le nombre de ces familles qui importe à connaître, mais aussi la nature de la composante à laquelle elles se trouvent réduite et ce qu'elles sont devenues

depuis les drames qui les ont affectées. Si une partie importante de ces familles continuent de vivre dans les lieux du drame, d'autres se trouvent éparpillées au hasard des lieux d'hébergement dans lesquels elles ont trouvé refuge. Ceci complique les stratégies qu'il y a lieu de mettre en place pour leur venir en aide.

3 / la situation des personnes qui ont perdu un ou plusieurs êtres chers et qui couvent des deuils impossibles à gérer.

Contrairement au cas précédent, la structure familiale garde ici une relative cohérence, du moins quant à sa constitution.

Pour apprécier le nombre de ces familles, il faut garder présent à l'esprit que chaque mort est à l'origine d'une situation de deuil difficile à gérer chez plusieurs personnes, étant donné que les conditions de survenue de la mort ne rentrent pas dans les schémas de morts que l'on peut qualifier de "naturels", que connaissent les individus et auxquels ils sont, en quelque sorte, préparés.

Aucune évaluation basée ici sur le nombre effectif des morts ne saurait suffire pour évaluer le nombre de ces personnes. On ne peut pas se suffire non plus d'une approximation basée sur le nombre des personnes qui sollicitent une consultation spécialisée. La clinique du traumatisme nous apprend, en effet, que les personnes qui ont le plus besoin d'une aide psychologique ne consultent que bien rarement.

L'importance de l'atteinte liée à une perte, notamment lorsque celle-ci échappe aux mouvements réguliers de vie et de mort dans une société, ne peut être mesurée ni par le caractère tapageur de la symptomatologie actuelle ni par l'importance de la souffrance subjectivement ressentie. Seul

un travail de dépistage systématique, comparable à celui d'usage lors des grandes épidémies, peut avoir une pertinence dans l'estimation des personnes ayant subi de tels traumatismes en Algérie, ni de l'impact de ces traumatismes sur le devenir des personnes en question.

4 / la situation des personnes qui, sans avoir subi des pertes directes dans leur entourage humain, se trouvent fragilisées et déstabilisées du fait de la désorganisation et de la destruction de leur entourage et milieu contenant.

On peut, sans doute, sourire à l'évocation de cette catégorie de personnes après avoir cité les précédentes. Mais la clinique psychosomatique montre amplement qu'il existe, dans chaque population, un nombre appréciable de personnes qui ne peuvent demeurer vivantes, ou en bonne santé, sans un entourage protecteur. Pour ces personnes l'existence de cet entourage prend, au sens strict, une importance vitale. Il s'agira, ici notamment, de toutes les personnes - qui ont donc comme caractéristique cette dépendance de l'environnement - qui ont dû quitter leurs demeures et / ou leurs milieux pour sauver leur vie, de ceux dont les trajectoires socioprofessionnelles ont été totalement désorganisées du fait du terrorisme et de l'insécurité. Il s'agira aussi des individus et des familles qui ont quitté l'Algérie pour les mêmes raisons.

Il est clair que, là encore, seul un travail de dépistage, basé sur l'évaluation de l'économie psychosomatique des personnes peut donner des indications utilisables pour venir en aide à ces personnes.

5 / les femmes violées, notamment celles qui se sont retrouvées enceintes après ces viols.

Leurs drames sont d'autant plus grands qu'il s'agit, dans la grande majorité des cas, de jeunes filles et de jeunes

femmes qui auront à construire leur vie et à la négocier sous le poids écrasant de ce drame et, de surcroît dans un environnement social qui fait preuve d'une turbulence extraordinaire chaque fois que la sexualité de la femme est en jeu. Il ne s'agit pas de quelques cas isolés. Selon une revue de presse d'un quotidien de la presse indépendante, on compte 2084 cas de femmes violées par les terroristes de 1993 à 1998. De plus, le sort de 319 femmes enlevées par les groupes terroristes n'est toujours pas connu. Il faut ajouter à ce nombre celui - sans doute plus important - de femmes violées qui, pour échapper au bannissement, au poids des préjugés sociaux vivent leurs drames dans la solitude et le silence et ne se font pas connaître. L'importance de ce problème est telle que l'Etat s'est senti obligé de promulguer une fetwa des autorités religieuses déclarant que l'avortement des femmes qui se sont retrouvées enceintes, après avoir été violées dans de telles conditions, est autorisé et licite du point de vue de la religion. Cet acte est en soit une reconnaissance, de la part de l'Etat, attestant qu'il ne s'agit pas de quelques cas isolés.

6 / Il y a la situation des blessés qui ont survécu à des attentats à la bombe ou à des massacres collectifs.

Nous voulons parler ici de ceux qui en gardent un handicap physique plus ou moins important. Nous devons souligner ici fermement qu'en plus des atteintes physiques dont leur corps garde la marque, ces personnes sont aussi victimes de traumatismes psychiques qui ne peuvent être appréciés ni par l'évaluation de la souffrance psychique dont ils peuvent nous faire part, ni par l'appréciation des symptômes observables à l'œil nu ou par un néophyte. Il est bien curieux de voir les pouvoirs publics accordé une grande importance à l'évaluation des séquelles purement physiques chez ses personnes et de n'accorder aucun intérêt à l'évaluation de l'im-

pact psychique de ces mêmes événements. Quelle que soit l'indemnisation qui peut leur être accordée par l'Etat, seule une aide de nature à leur assurer une insertion sociale décente pourrait diminuer leur souffrance.

7 / les individus, les familles et les collectivités (quartiers, village...) qui ont vécu sous la menace d'un assassinat ou d'une attaque terroriste d'envergure.

Ce sont, sans doute, les victimes de ce type de situation qui risqueraient le plus d'être laissées pour compte...Beaucoup de personnes et peut-être les pouvoirs publics seront tentés de dire à leur propos : " Il n'y a pas eu d'assassinat ou d'attaque effectifs, donc ce n'est pas grave..." Pourtant, l'observation la plus naïve suffirait pour montrer que, notamment pour les plus fragiles et les plus démunis, tel n'est pas le cas. Nous nous sommes intéressés directement au devenir de la population d'un village qui a subi ce sort, le travail est encore en cours, mais les premières données nous mettent en présence, au-delà des désorganisations mentales et psychosomatiques de tout ordre, de clivages et de déchirures dans le tissu social qui prendront, sans doute des années pour se cicatriser.

Ces clivages et déchirures sont directement liés au vécu des habitants dans cette période durant laquelle ils vivaient dans l'attente d'une attaque terroriste imminente. De vieilles alliances familiales y ont été brisées, de nouvelles ont vu le jour subitement sans que l'on ait évalué toutes les implications sur l'équilibre de vie construit sur plusieurs générations...

8 / la situation de tous les enfants et de toutes les familles des personnes impliquées dans une activité terroriste.

La situation est ici d'autant plus dramatique que ces personnes se trouvent non seulement privées des mouve-

ments de solidarité et de pitié dont bénéficient les autres, mais elles font l'objet de mouvements de rejet qui compliquent dramatiquement leurs situations.

La situation des enfants est ici à souligner avec insistance, ils sont très nombreux et il y a aussi parmi eux ceux qui ont perdu leurs deux parents et se trouvent, de ce fait, livrés à eux-mêmes.

La sensibilité du traitement social du drame de ces personnes est d'autant plus difficile qu'elle agira, sans aucun doute, sur le travail de deuil qu'aura à accomplir au moins une partie des victimes du terrorisme dont il s'est agit dans les points précédents. Il ne suffira pas à l'Etat de déclarer que ce sont des innocents, dans la mesure où ils n'ont eu eux-mêmes aucune activité terroriste, que les enfants, par exemple n'ont pas choisi d'être enfants de terroristes... Il faudra trouver et inventer des dispositifs qui, tout en leur assurant l'assistance nécessaire pour reprendre vie au sein de la société, ne doivent pas faire regretter aux autres, pour dire les choses crûment, de ne pas avoir été terroriste ou enfant d'un parent terroriste... Il y va de l'équilibre, non seulement individuel dans la société, mais aussi social...

9 / enfin, les individus qui ont été directement ou indirectement impliqués dans une activité terroriste.

Qu'il s'agisse de prisonniers arrêtés dans le cadre de la lutte anti-terroriste. Selon certaines sources, notamment l'Annuaire politique de l'Algérie, on compte plus de 34000 détenus dont plus de 15000 accusés de complicité et de soutien aux réseaux terroristes selon le rapport annuel de l'Observatoire des Droits de l'Homme pour l'année 1997- de repentis qui se sont livrés d'eux-mêmes aux autorités après une implication dans l'activité terroriste ou des groupes de

l'armée islamique du salut (AIS) qui observent une trêve depuis 1997, ils présentent tous cette caractéristique d'avoir participé directement ou indirectement à l'organisation d'actions terroristes.

Certes, il peut paraître provocant de citer cette dernière catégorie aux côtés de celles qui ont eu à souffrir de leurs crimes et de leurs supplices. Il reste, cependant, que le droit aux soins de santé fait partie des droits imprescriptibles et inaliénables de la personne humaine.

La nécessité d'isoler cette catégorie est liée à la spécificité des interventions psychologiques et psychosociales qu'il convient d'imaginer pour leur assurer leur droit à la santé. Dans la mesure où il s'agit d'un nombre important de personnes, d'une population jeune, qui comprend des adolescents et une grande partie de jeunes adultes leur assurer leur droit à la santé s'avérera, sans doute, tôt ou tard insuffisant. Il devra être suivi, si l'on veut éviter les dérapages sociaux au long terme, de programmes de réadaptation et de réinsertion sociale qu'il conviendra d'inventer et de concevoir.

Il est bien clair qu'à ce sujet il n'y a même pas de modèles dont les professionnels pourront s'inspirer. Ce sont, sans aucun doute les premières prises en charge psychologiques qui seront conduites avec cette population qui constitueront la référence de base et qui pourront mettre à la disposition des professionnels les lignes directrices qui orienteront ce travail. Ce qui est certain, à notre sens, c'est que cela sera un chemin parsemé d'embûches, étant donné toutes les passions - celles de la population comme celles des professionnels - avec lesquelles il faudra composer...

III - COMMENTAIRE

1 / A propos de la notion de victime

La notion de victime du terrorisme prend, à partir des précédents développements un sens large. Il s'agit de toute personne ayant vu son économie - psychique et/ou psychosomatique - compliquée, fragilisée ou désorganisée du fait de la situation dans laquelle le fondamentalisme islamique a mis l'Algérie au moins depuis 1990. Qu'il s'agisse d'une atteinte physique, de la perte d'un être cher ou de son enlèvement, de la fragilisation d'un être cher, de la perte d'un travail ou d'un bien matériel, de la restriction d'activités nécessaires pour l'équilibre personnel, ou d'informations qui, du fait de leurs interactions avec l'histoire d'une personne, mettent cette dernière dans un état d'excitation qui déborde ses capacités d'élaboration personnelles. L'expression de ces dysfonctionnements sont d'une variété infinie et leur importance ne se mesure pas par l'importance de leurs caractères tapageurs...

On peut se poser la question de savoir dans quelle mesure cette acception de la notion de victime coïncide avec celle de personne ayant subi un traumatisme psychique.

A prendre en considération la définition que donne Freud de l'expérience traumatisante, on peut dire que c'est bien le cas. Il souligne en substance : « Nous appelons ainsi une expérience vécue qui apporte, en l'espace de peu de temps, un si fort accroissement de l'excitation à la vie psychique que sa liquidation ou son élaboration par les moyens normaux et habituels échoue, ce qui ne peut manquer d'entraîner des troubles durables dans le fonctionnement énergétique ». Il faut souligner, en outre, que le caractère excessif de l'excitation, comme le note Laplanche et Pontalis, est directement rapporté à la tolérance relative du sujet et à sa capacité de maîtriser et d'élaborer l'excitation. Il ne s'agit

donc pas, et clairement, d'une quelconque valeur objective attribuée à la violence de l'événement dans l'absolu.

Cette définition de la notion de victime du terrorisme et les multiples éclairages que permet la recension précédente des situations traumatiques montrent toute la nécessité dont ont fait preuve les pouvoirs publics algériens en limitant, arbitrairement, la notion de victime du terrorisme aux seules personnes décédées ou "ayant subi des dommages corporels ou matériels suite à un acte commis par un terroriste ou un groupe de terroristes" (Décret exécutif N° 99 - 47 du 13 février 1998). Ce décret réfute explicitement le statut de victime du terrorisme à toute personne ne rentrant pas dans les critères sous-jacents à cette définition, quels que soient les drames qu'elles ont pu subir. Ainsi, à considérer cette définition, un enfant dont on assassine tous les membres de la famille sous son propre regard, à partir du moment où il n'a pas été lui-même exécuté ou blessé n'est pas considéré comme une victime, seuls ses parents assassinés le sont et il sera indemnisé (!) dans cette logique...

2 / A propos de la notion d'événements traumatiques

La notion même d'événement traumatique ou traumatisant prête à confusion. Elle laisse penser que c'est la force et la violence de l'événement qui seules produisent le débordement de l'excitation et le désordre qui s'ensuit dans les états traumatiques. Or, à strictement parler, cela est loin d'être le cas et les théorisations les plus fortes en la matière insistent d'emblée sur la notion de rapport de force entre les flux d'excitations drainés par l'événement et la capacité de l'individu à faire face à une telle surcharge d'excitation.

Le traumatisme ne se produit que lorsque les quantités d'excitation en question dépassent les capacités de contension de l'individu. Voici ce que souligne Freud en 1926 dans "Inhibition, symptômes et angoisse" pour cerner le noyau des situations traumatiques : « C'est manifestement l'évaluation de la faiblesse de nos forces eu égard à la grandeur du danger, la reconnaissance de notre détresse face à elle, détresse matérielle dans le cas du danger réel, détresse psychique dans le cas du danger pulsionnel [qui produit la réaction traumatique]... Nommons traumatique une telle situation vécue de la détresse. ». On sait que la majorité des auteurs contemporains, à commencer par P.MARTY, CL.BAROIS, L.CROCQ, empruntent à FREUD ce modèle économique...

Aussi nous préférons substituer à cette expression d'événements traumatiques celle d'événements à haut potentiel traumatique. Le choix de cette expression est dicté par le souci d'insister sur le caractère relatif de l'impact des événements extérieurs sur l'individu. Le traumatisme résulte toujours de la conjonction de deux catégories de faits. Il y a d'un côté, les événements qui frappent l'individu et les situations dans lesquelles il se trouve engagé ponctuellement ou de manière durable. Il y a d'un autre côté, les moyens internes dont dispose l'individu pour faire face à ces événements et gérer ces situations. Il y a traumatisme lorsque ces moyens de faire face ne sont pas suffisants :

a) pour maintenir, dans ces situations et face à ces événements, l'équilibre homéostatique du sujet ;

b) ou lorsque ces moyens ne sont pas suffisants pour rétablir, à court terme et sans une aide spécialisée, les ruptures ponctuelles de cet équilibre homéostatique.

3 / Traumatisme inaugural et traumatisme second

Il faut remarquer que les différents cas de figure de situations traumatiques qui viennent d'être esquissés, à grands traits ici, ne constituent que la partie apparente des drames des victimes. En effet, l'impact de ces différentes situations est double. Il y a l'impact initial de ces situations traumatiques qui n'échappe pas facilement à l'observateur, c'est ce qui est décrit régulièrement comme étant l'impact du traumatisme alors qu'il ne constitue qu'une partie du drame des victimes. Cet impact initial de la situation à haut potentiel traumatique, au-delà de la souffrance et de la désorganisation qu'il provoque initialement, fragilise la victime en la privant, selon les cas, d'une partie de ses systèmes de pare excitations et de ses enveloppes protectrices, mentales, familiales, collectives. Ainsi fragilisée, la victime deviendra la proie facile d'une multitude d'agressions qui n'auraient jamais eu d'impacts négatifs sur elles si le premier traumatisme n'avait pas eu lieu et s'il ne l'avait pas privée de ses enveloppes protectrices.

Nous proposons d'appeler traumatisme inaugural le premier événement à haut potentiel traumatique qui a, en quelque sorte, ouvert la voie à la seconde série de traumatismes que nous proposons d'appeler traumatismes seconds pour marquer l'antériorité du traumatisme inaugural dans le temps. Ces traumatismes seconds sont, le plus souvent, plus douloureux et plus difficiles à gérer que le traumatisme inaugural qui leur a ouvert la voie.

La notion de traumatisme second ne prend donc pas, ici, la signification de moindre importance, mais celle de consécutive et de ce qui vient après, sans préjuger de l'importance de l'impact.

4 / La variété des réactions individuelles face au traumatisme

L'observation de la situation algérienne depuis 1990, à partir du cadre de notre pratique clinique, nous a amené à relever le caractère toujours spécifique et hautement individualisé des réactions face aux traumatismes. Cette observation nous a amené, aussi, à noter le caractère trompeur des schématisations auxquelles beaucoup de cliniciens ont recours pour décrire ces mêmes réactions. Ces schématisations s'avèrent régulièrement insuffisantes pour décrire les réalités cliniques, à chaque fois que l'on tente une approche dynamique qui intègre ces réactions dans l'économie psychique et respecte la complexité de cette économie. L'insuffisance de ces schématisations se laisse appréhender encore plus clairement lorsqu'on tente de replacer l'économie psychique elle-même dans l'économie psychosomatique.

En procédant ainsi, nous avons alors été amené à mesurer combien la notion de réaction face au trauma pouvait être trompeuse lorsqu'elle est utilisée dans le sens d'une mobilisation individuelle limitée et circonscrite dans le temps.

Lorsque l'on se donne les moyens d'une observation fine et au long terme des aménagements individuels face aux situations traumatiques, il devient aisé de réaliser que ce sont des modes de gestion et d'élaboration au long terme que les victimes développent fréquemment face aux traumatismes. Ces modes de gestions et d'élaboration mobilisent toutes leurs ressources potentielles de personne. Cette idée de modes de gestion et d'élaboration au long terme est illustrée, de manière caricaturale, lorsque la situation traumatique actuelle en Algérie, ranime d'autres traumatismes vécus, par exemple, lors de la guerre de libération nationale.

Tenter de répondre aux besoins en matière de santé

mentale liés à la situation que nous venons de brosser, à grand traits, n'est pas simple. Ces indications permettent, cependant, de se faire une idée de la complexité de ces besoins, mais leur évaluation reste une gageure.

الجزائر: ثقل المأساة و آثارها على الصحة النفسية

ملخص:

إنطلاقاً من معطيات وصفية للوضعية الأمنية الحالية بالجزائر، و بناءً على تجربة عيادية مع أفراد ضحايا العنف و الصدمات (مركز الوقاية و العناية النفسية لجمعية البحث في علم النفس)

إنكَبَ صاحب هذا المقال، و بصفة منهجية، على إستخراج أنواع و اختلاف الوضعيات الصدمية المرتبطة بالوضع الأمني.

يُعطي تحليلُ الباحث، أبعاد جديدة لمفهوم الصدمة. فالإحترق الناتج عن الصدمة، يصفه الباحث على أنه "الصدمة الافتتاحية" التي يترتب عنها تغيرات على مستويات مختلفة من الأجهزة (فردية، عائلية، قومية، ثقافية... إلخ) فهي محددة و مُصنفة، و آثارها معروفة لدى المختصين، كما أنها تختص بإعتراف من طرف السلطات.

يصف الباحث تنالي المفقودات المنجرة عن الصدمة، على أنها "صددمات ثانية".

يُتم الكاتبُ مقاله بالتأكيد على صلاحية التفرقة بين هذين المستويين

الكلمات الأساسية: الصدمة، الصدمة الافتتاحية، الصدمات الثانية، الضحية، العناية النفسية.

